

À la gauche du Christ

Sous la direction de
Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel

À la gauche du Christ

Les chrétiens de gauche en France
de 1945 à nos jours

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-109144-1

© Éditions du Seuil, septembre 2012.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

INTRODUCTION

Les « chrétiens de l'autre bord »

Il a existé en France, entre la Libération et le milieu des années 1980, un monde de militants et d'intellectuels qui ont estimé légitime de s'engager à gauche au nom de leur foi chrétienne. Protestants et catholiques, ils ont eu la conviction que le combat pour le changement devait être conduit à la fois dans leurs Églises et dans la société, sur le terrain religieux comme sur le terrain politique, syndical ou même culturel. « À gauche, ces chrétiens... » : c'est sous ce titre que la revue *Autrement* tenta, en février 1977, d'en dresser l'état des lieux, au moment où retombaient à la fois l'enthousiasme du concile Vatican II, qui avait été pour nombre d'entre eux un tournant capital, et les utopies de Mai 68, dont nous oublions trop aisément qu'ils y contribuèrent de façon décisive. Un peu plus de vingt ans auparavant, le 22 décembre 1955, François Mauriac prenait dans *L'Express* la défense de ces « chrétiens de l'autre bord », avec lesquels il avait renoué à la faveur du soutien à Pierre Mendès France et dans le combat contre la torture en Afrique du Nord.

Ce livre raconte leur histoire, depuis la Libération de 1944, lorsque ce même François Mauriac rêvait avec eux de construire en France un « socialisme humaniste¹ » fondé sur les valeurs de la Résistance, jusqu'aujourd'hui, où leur disparition du paysage politique n'empêche pas qu'on les retrouve à l'œuvre, mais sous d'autres étiquettes, dans la mouvance altermondialiste, au Parti socialiste, chez les Verts et dans d'autres lieux de la gauche. Une des questions qui ont guidé les auteurs a été de comprendre quelle conjoncture, quel *moment* de

1. François Mauriac, *Le Bâillon dénoué. Après quatre ans de silence*, Paris, Grasset, 1945, p. 59.

l'histoire de la France contemporaine, a permis qu'ils deviennent visibles au sein de la République, quelques décennies durant, avant de s'effacer à nouveau du paysage, comme s'efface l'ancienne emprise des Églises sur notre vie commune. S'il nous semble intéressant de donner à lire l'aventure de ces chrétiens de gauche, ce n'est pas seulement pour le rôle, aujourd'hui méconnu, qu'ils ont tenu dans la vie politique française de la seconde moitié du xx^e siècle. C'est aussi parce qu'ils ont été, et sont peut-être encore, un observatoire particulièrement fécond de l'évolution du rapport entre le politique et le religieux, à l'épreuve de la sécularisation de la société française.

Catholiques et protestants

« Chrétiens de gauche », l'expression n'est pas sans équivoque. Elle réunit sous un même vocable catholiques et protestants, dont le rapport à la gauche ne s'est pas construit selon les mêmes rythmes ni les mêmes enjeux. Dès les années 1870, le protestantisme politique s'est assimilé à la gauche, et les protestants ont joué un rôle moteur dans la construction de la République laïque, ce qui suffisait à en faire des hommes de gauche, par opposition à un monde catholique dont les élites demeureraient attachées à l'ordre ancien des choses. Le paradoxe veut que la période où l'expression « chrétiens de gauche » prit véritablement un sens ait été celle où, au contraire, la principale innovation politique au sein du protestantisme français était la séduction qu'opérait dans ses rangs le gaullisme. Et c'est bien l'expression « cathos de gauche » qui est passée dans l'usage courant : « Ce qu'on appelle en France les *chrétiens* de gauche, ce sont, en réalité, des *catholiques* de gauche¹ », écrivait en 1970 Gilles Martinet, qui les connaissait bien pour les avoir côtoyés à *L'Observateur* et dans les rangs de la deuxième gauche dont il fut un artisan obstiné.

Il soulignait ainsi le rôle original tenu par des militants d'origine catholique dans la recomposition de la gauche, qui allait conduire un peu plus tard à la fondation du nouveau Parti socialiste, mais

1. Gilles Martinet, « Les catholiques français et la gauche », *La Nef*, n° 41, octobre-décembre 1970, p. 47.

aussi leur place dans l'extrême gauche, au lendemain de Mai 68. Il mettait surtout en évidence ce fait, inédit dans l'histoire d'une gauche attachée par-dessus tout à la laïcité, que la plupart de ces militants *se réclamaient* de leur appartenance religieuse, jusqu'à en faire le motif même de leur engagement, le fondement sur lequel ils s'appuyaient pour faire bouger les lignes de partage entre radicalisme, socialisme et communisme en France. Au regard de cette irruption du catholicisme dans la culture de la gauche française, la présence des protestants paraissait trop évidente pour mériter d'être remarquée. Avec le recul, pourtant, il nous a semblé que les passerelles entre les uns et les autres, le jeu des influences réciproques et la multiplicité des compagnonnages, exigeaient que soit traitée leur histoire commune, quitte à souligner, dans deux chapitres spécifiques, quelle place originale y tiennent les protestants, cette minorité qui s'est longtemps considérée, à juste titre, comme l'avant-garde du progressisme républicain et du combat pour l'émancipation.

Héritages

Un autre point mérite d'être rappelé avant d'aller plus avant : l'histoire des chrétiens engagés à gauche a précédé 1944. La remarque vaut non seulement pour les protestants, comme on l'a dit, mais aussi pour les catholiques. Il a existé sous la monarchie de Juillet un « socialisme chrétien », celui de Philippe Buchez et du journal *L'Atelier*, dont la Révolution de février 1848 a paru consacrer la victoire, lorsqu'on a cru à la possibilité d'une rencontre entre le peuple chrétien et la République démocratique. Les émeutes de juin puis le triomphe du Parti de l'Ordre ont sonné le glas de cette première génération de la démocratie chrétienne, mais celle-ci renaît à la fin du XIX^e siècle, dans le sillage de l'encyclique *Rerum novarum* de 1891, le texte fondateur de la doctrine sociale de l'Église. Non pas que le catholicisme social ait été fondamentalement « de gauche » : idéologiquement, *Rerum novarum* s'inscrit dans le prolongement d'une critique de la modernité affirmée à Rome dès le *Syllabus* de 1864, ce catalogue des « erreurs modernes » que condamne le pape Pie IX. Ce qu'on appelle le « catholicisme intransigeant », depuis les travaux

d'Émile Poulat et de Jean-Marie Mayeur¹, est ce courant central du catholicisme contemporain qui combat à la fois le socialisme et le capitalisme, la République bourgeoise et l'utopie révolutionnaire. Mais il connaît plusieurs déclinaisons, dont certaines peuvent sans conteste être classées à gauche de la vie politique française.

Au tournant du siècle, il en va ainsi du mouvement des « abbés démocrates ». Parfois prêtres de paroisse, ils sont le plus souvent des promoteurs d'œuvres sociales, des fondateurs de caisses rurales de prévoyance et de coopératives ouvrières, des directeurs de journaux aux titres évocateurs : *Le Peuple français* de l'abbé Garnier, *La Justice sociale* de l'abbé Naudet, *La Démocratie chrétienne* de l'abbé Six. Au même moment, *Le Sillon*, fondé par Marc Sangnier, devient en 1899 la première organisation de laïcs démocrates chrétiens en France. Certes, ce second moment de la démocratie chrétienne n'a résisté ni au raidissement de Rome contre ce qu'elle a considéré comme une forme de « modernisme social », ni aux effets de l'affaire Dreyfus. La volonté de Sangnier de transformer son mouvement en un parti politique s'est heurtée en 1910 à une condamnation romaine. De cette période demeurent pourtant deux héritages. D'une part, Sangnier, tout en se rangeant à l'injonction romaine, fonde en 1912 la Jeune République, une ligue politique d'inspiration chrétienne qui se transformera bientôt en parti et jouera, après 1944, un rôle non négligeable dans l'histoire de la deuxième gauche. D'autre part, il a existé un dreyfusisme catholique, dont Anatole Leroy-Beaulieu ou Paul Viollet, fondateur en 1899 de la Ligue catholique pour la défense du droit, sont de bons représentants. Plus que des hommes de gauche, qu'ils ne sont pas, ces catholiques sont des libéraux, au sens philosophique du terme : mais leur combat a fini par être assimilé à la gauche, à mesure que s'ancrait à gauche la mémoire du dreyfusisme.

Les années 1930, enfin, sont le troisième moment de la « préhistoire » des chrétiens de gauche. Au moment du Front populaire, la

1. Émile Poulat, *Église contre bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel*, 2^e édition revue, Paris, Berg international, 2006 [1977] ; Jean-Marie Mayeur, *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Paris, Cerf, 1986.

« main tendue » par Maurice Thorez aux catholiques rencontre peu d'échos, hormis du côté des élus de la Jeune République, qui soutiendront le gouvernement de Léon Blum sans y participer, et du petit groupe des « socialistes chrétiens », protestants et catholiques réunis autour du journal *Terre nouvelle* dirigé par Maurice Laudrain et qui compta dans ses rangs le jeune Paul Ricœur. Mais elle contribue à une interrogation collective sur la manière dont la classe ouvrière a été « perdue » par l'Église. « Par notre faute », répond Henri Guillemin dans un article célèbre paru en 1937 dans *La Vie intellectuelle*, suivi en cela par les « rouges chrétiens » de l'hebdomadaire *Sept*, que Rome condamne au silence la même année. Simultanément, la conjoncture internationale fait aussi bouger les lignes : la guerre d'Espagne voit un clivage se creuser entre les partisans de Franco et ceux qui prennent la défense des Basques, républicains et catholiques. Surtout, la montée des totalitarismes pose aux catholiques la question de la désignation de l'adversaire principal, Hitler ou Staline. La presse démocrate chrétienne et celle aussi des mouvements de jeunesse ont dénoncé très tôt l'antisémitisme nazi. Les engagements des résistants chrétiens seront au terme de ces ébranlements des années 1930. À la Libération, ils présideront aux recompositions internes au cours desquelles se dégage la mouvance des « chrétiens de gauche » dont il est ici question, dans le contexte plus général d'une République à refonder sur les valeurs de la Résistance.

Moments

Ce livre est une œuvre collective, un récit à plusieurs voix. Marquée par la fin de la guerre d'Algérie et l'ouverture du concile Vatican II, l'année 1962 le sépare en deux parties. Chacune d'entre elles s'ouvre sur un récit qui retrace l'itinéraire d'ensemble des chrétiens de gauche, puis se décline en chapitres thématiques qui mettent en valeur la diversité de leurs pratiques militantes. En marge de ces chapitres, des « focus » sont proposés au lecteur, sur des événements, des personnages ou des textes particulièrement exemplaires. Un long épilogue, enfin, s'efforce de repérer les traces de leur présence, devenue beaucoup plus discrète depuis le milieu des années 1980.

Il s'est agi pour les auteurs de répondre à deux objectifs. D'une part, il fallait comprendre ce qui fut un moment de l'histoire politique française autant que de celle du christianisme contemporain. La question se posait en effet de savoir comment la République, qui s'est traditionnellement construite en écartant de son champ tout fondement religieux, a pu pendant quelques décennies faire à des militants chrétiens une place considérable dans le débat sur la vie démocratique. D'autre part, nous avons souhaité proposer une histoire « totale » de ce courant, qui tient de front ses dimensions politique, sociale, intellectuelle et religieuse. Les chrétiens de gauche, en effet, n'ont pas été seulement une force d'appoint dans la reconstitution de la gauche française. Engagés sur de multiples terrains, du syndicalisme aux loisirs, de la condition féminine à l'autogestion, du logement social à la critique de la société de consommation, ils ont été des acteurs importants de l'histoire culturelle de la France durant quatre décennies.

Avant 1962, les effets de la reconstruction et de la croissance sur la vie quotidienne se font encore attendre, notamment à cause de la lancinante question du logement. La société française vit à l'ombre de la Résistance. C'est à partir de son héritage que se redessine en 1944 le paysage politique. Ce sont ses valeurs qui sont remises en jeu dans les guerres de décolonisation et surtout, dès 1954, dans la controverse sur la torture. Quant au débat politique à gauche, il est dominé par l'utopie communiste de l'émancipation de la classe ouvrière, prélude à une société sans classes. L'entrée des chars soviétiques à Budapest en 1956 détruit pour beaucoup la portée de ce mythe révolutionnaire.

Le rapport entre la morale et la politique finit ainsi par s'imposer comme une clé de la réflexion sur ce que doit devenir la gauche. La question morale agit comme un dissolvant au sein d'une Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) que les méthodes de Guy Mollet rongent de l'intérieur. Elle détruit peu à peu l'aura résistante du Parti communiste français (PCF). Elle explique le malaise des protestants, qui ne se reconnaissent pas dans la politique algérienne de la SFIO. Quant aux catholiques, ils sont tiraillés entre l'interdiction qui leur est faite par Rome d'entrer au PCF, et le refus de la SFIO de s'ouvrir à eux pour des raisons de militantisme laïque.

La gauche chrétienne est alors « sans domicile fixe », sinon celui que lui donne son habitude du terrain, de l'éducation populaire et de l'apostolat social. C'est ce capital qu'elle investit dans les premières tentatives de recomposition à gauche, sans guère de résultats en dépit de la fondation du Parti socialiste unifié (PSU) en 1960.

1962 modifie la donne. D'une part, en quelques années, le concile Vatican II ouvre un espace de liberté au sein du catholicisme, en même temps qu'il donne à ses interlocuteurs de gauche le sentiment que quelque chose a changé dans l'Église. D'autre part, les années 1960 voient l'émergence, au cœur même de la société française, d'un conflit de générations auquel Mai 68 sert à la fois de révélateur et d'accélérateur. Deux histoires s'entremêlent dans ce « moment 68¹ ». La première est politique, portée par le gauchisme et sa façon de politiser à l'extrême l'ensemble des débats de société, et d'abord ceux qui portent sur la morale intime et l'émancipation des corps. La seconde est sociale et culturelle : sous la crise gauchiste se trame une autre histoire, celle d'une transformation profonde des manières de vivre, de croire et de penser. Dans ce qui l'oppose à la génération issue de la Résistance, et qui s'exprime d'abord sur le terrain politique de la contestation des institutions, la génération 68 aura au fond porté sur ses épaules le passage de la société industrielle à cette « société des individus » qui s'invente encore aujourd'hui sous nos yeux.

À cette histoire, les chrétiens de gauche participent à un double titre. En interne, c'est-à-dire au sein de leurs Églises, ils portent avec eux une contestation politique des institutions religieuses, à travers laquelle s'inventent de nouvelles manières de croire dans une société qui se sécularise. En externe, dans leur façon d'investir la gauche et l'extrême gauche, ils développent une contestation religieuse de l'ordre politique, et cherchent à imposer à leurs interlocuteurs une culture forgée par des décennies d'engagement chrétien. Ils donnent ainsi corps, comme rarement auparavant dans l'histoire de la France contemporaine, à cette double vérité selon laquelle le monde politique est un monde de la croyance, tandis que le monde religieux est lui-même traversé par des enjeux politiques. En se fondant à gauche

1. Michelle Zancarini-Fournel, *Le Moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008.

jusqu'à y devenir quasi invisibles au cours des dernières décennies, ils participent de l'effacement du religieux à l'horizon de la société française, tout en en disséminant l'héritage, comme autant de traces que le désenchantement du monde ne parviendrait pas à réduire.

Denis Pelletier

I

1944-1962

RÉCIT

Une gauche sans domicile fixe

Denis Pelletier

Pour comprendre l'histoire des chrétiens de gauche, il faut partir de ce moment très particulier qu'est la Libération. Lorsque le Gouvernement provisoire s'installe à Paris, sous la présidence du général de Gaulle, les valeurs qui imprègnent la vie politique sont issues de la Résistance, nourries par un idéal de rénovation de la démocratie. Cet idéal s'est trempé dans le combat clandestin et dans les débats sur la reconstruction d'une France généreuse et juste. Il est au cœur du programme du Conseil national de la Résistance (CNR), à la rédaction duquel ont participé des hommes politiques de tous bords. Le seul nouveau parti né dans la Résistance est le Mouvement républicain populaire (MRP), qui est fondé en novembre 1944 et dont le programme est nourri de références à la démocratie chrétienne. Est-il de gauche ? Certes non, pas plus que la Résistance ne peut se réclamer des seules valeurs de la gauche. C'est pourtant là, dans cet héritage résistant, que se construit pour une bonne part la légitimité de celles et ceux qui s'engagent à gauche au nom de leur appartenance chrétienne, ou du moins sans la dissimuler.

Il faut ici opérer une première distinction. Pour les protestants, dont on sait le rôle dans la construction de la République laïque, l'engagement à gauche n'est pas une nouveauté. C'est du côté des catholiques que la rupture est plus nette. Non que les « cathos de gauche » ne puissent se réclamer de quelques prédécesseurs. Mais ils sont rares, et 1944 marque clairement la réintégration dans la vie politique d'un courant que le combat des deux France, la « cléricale » et la « laïque », avait longtemps laissé en marge. Or ce courant se révèle plus divers qu'on ne l'aurait cru, même si le catholicisme

français penche à droite dans sa majorité. Surtout, l'utopie révolutionnaire de la Libération autorise tous les espoirs.

Un peu moins de vingt ans plus tard, le paysage sera bien différent. Les espérances de la Libération n'auront guère résisté au-delà de 1947, année au cours de laquelle la guerre froide fait véritablement son entrée dans la vie politique française. La France se sera transformée, sous l'effet de la planification économique et d'une croissance dont toute la population est loin de profiter encore, mais qui a déjà profondément changé les rapports de production et les conditions de travail. Elle aura aussi traversé et perdu deux guerres de décolonisation. 1962, c'est à la fois la fin de la guerre d'Algérie et la stabilisation du régime gaulliste, avec le référendum instituant l'élection du président de la République au suffrage universel. C'est le vrai début des *sixties*, peu avant le concert qui, le 22 juin 1963 à Paris, réunit 40 000 jeunes gens et jeunes filles autour d'idoles nouvelles, Johnny Hallyday, Sylvie Vartan, Richard Anthony et quelques autres. Rares sont ceux qui prennent alors la mesure du tournant qui s'amorce.

Entre 1944 et 1962, la mouvance chrétienne de gauche, surtout sur son versant catholique, aura traversé plusieurs crises, liées d'abord à son compagnonnage avec le Parti communiste français (PCF), à la méfiance suscitée à Rome par l'engagement à l'usine d'une centaine de ses prêtres, au trouble profond qu'auront provoqué chez nombre de ses jeunes gens et quelques-uns de ses intellectuels les méthodes utilisées pour réprimer la révolte algérienne. Le MRP se sera profondément affaibli, pris en tenailles entre le gaullisme et une gauche chrétienne qui ne lui aura pas pardonné ses choix politiques, notamment son anticommunisme, son combat contre Pierre Mendès France en 1954-1955, la manière dont il aura enfoncé la France dans la « sale guerre » d'Algérie. Mais, à cette date, la gauche chrétienne n'a pas encore véritablement de lieu propre, en dépit de la fondation du Parti socialiste unifié (PSU) en 1960. Sans doute rencontre-t-on des militants protestants sur l'ensemble de l'échiquier de la gauche politique, mais nombre d'entre eux se sentent mal à l'aise au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) comme du PCF. Quant aux catholiques, ils sont pris entre la méfiance que suscite leur foi chez les radicaux et les socialistes et l'interdiction que

leur fait Rome de rejoindre les rangs du PCF. Personne ne mesure encore l'impact que va avoir, au sein du catholicisme et en dehors de lui, le concile qui s'ouvre au Vatican le 11 octobre 1962. La gauche chrétienne dont il est question dans la première partie de cet ouvrage est bien une gauche « sans domicile fixe », qui invente son histoire à distance des modèles existants. Pour saisir celle-ci, et la manière dont elle a globalement basculé, vers le milieu des années 1950, du dialogue privilégié avec le mouvement ouvrier et ses organisations à l'invention d'un modèle de société inédit, il faut d'abord en retracer l'héritage catholique social, et montrer comment ce dernier est marqué par l'histoire de la laïcité à la française.

Héritages et fondations

Mythes et réalités d'une gauche chrétienne résistante

Si, *a posteriori*, la Libération apparaît comme le moment d'émergence des chrétiens de gauche en tant que mouvement original et, on le verra, spécifiquement français par la forme qu'il a prise et par son ampleur, c'est en raison d'un héritage immédiat des années noires que l'on peut décliner en trois rubriques.

Primo, de manière parfois paradoxale, le catholicisme ainsi que le protestantisme apparaissent aux yeux de l'opinion comme situés « du côté de la Résistance », et d'une résistance plutôt marquée à gauche (voir *infra*, p. 53-69). Le fait est évident en ce qui concerne le protestantisme, où existe une tradition de gauche, huguenote, dont le fondement est à la fois mémoriel et politique, et qui a joué à plein dans l'engagement résistant. Mémoriel, parce que le souvenir des dragonnades, au temps de la révocation de l'édit de Nantes, alimente dans les communautés protestantes une tradition de rébellion contre le pouvoir central dès lors que celui-ci apparaît comme persécuteur ; politique, parce que les protestants français conservent intact le sentiment qu'ils ont été l'avant-garde de la République laïque et démocratique au XIX^e siècle, ayant alors fourni nombre de ses dirigeants à la mouvance républicaine et radicale qui a construit la III^e République après la défaite de 1870 (voir *infra*, p. 177-192).

Cela n'exclut pas l'engagement à droite, mais cela suffit pour que le protestantisme soit représenté dans toute la gauche française.

L'assimilation est plus problématique du côté catholique, à la fois parce que la tradition de gauche y est particulièrement faible, et en raison de l'allégeance au régime de Vichy qu'a maintenue jusqu'au bout, ou presque, la quasi-totalité des évêques et archevêques. Pourtant, on rencontre des militants catholiques dans la plupart des mouvements résistants, souvent aux côtés de communistes et de socialistes. Il a aussi existé une « Résistance spirituelle » dont les *Cahiers du Témoignage chrétien* clandestins furent le fer de lance et qui a été particulièrement active dans la lutte contre l'antisémitisme. Ajoutons à cela l'engagement de quelques intellectuels, un François Mauriac au sein du Comité national des écrivains (CNE), un Bernanos ou un Maritain depuis leur lieu d'exil.

De gauche, ces résistants chrétiens ? Pas tous, pas prioritairement. Si la Résistance laisse un héritage à la gauche du Christ, c'est aussi en raison d'une articulation particulière entre politique, théologie et conception de l'Église, qui constitue un second élément à retenir. Chez les protestants, ainsi que le montre plus loin Patrick Cabanel, la Résistance a réuni les « libéraux » du christianisme social avec les disciples de Karl Barth, beaucoup plus radicaux dans leur refus des compromissions avec le politique. Chez les catholiques, pour lesquels l'engagement résistant a supposé de rompre avec la tradition d'obéissance à l'autorité établie, une théologie s'est mise en place, dans les maquis comme aux *Cahiers du Témoignage chrétien*. Elle affirmait le primat de la conscience sur l'obéissance et celui de la justice sur la charité – ou, plus exactement, elle interdisait de penser la charité en dehors de la référence première à la justice¹. Surtout, d'un côté comme de l'autre, une théologie de la présence au monde s'est imposée, qui constitue chez les catholiques une subversion à l'égard de la tradition du dialogue avec les maîtres anciens, dans le retrait du *studium*. Elle donne naissance à une « gauche ecclésiale » qui se reconnaîtra assez proche de l'idéologie de l'engagement telle

1. Voir notamment Bernard Comte, *L'Honneur et la Conscience. Catholiques français en résistance (1940-1944)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998, notamment p. 231-254 et chap. 8, « Engagement et théologie », p. 255 *sqq.*

que la théorisent après guerre Jean-Paul Sartre et les existentialistes des *Temps modernes*.

Car c'est là le troisième point à retenir : les années d'occupation ont été pour les catholiques l'occasion de côtoyer leurs adversaires de la veille. Il existe à la Libération une très forte mystique de l'unité née dans les stalags et au Service du travail obligatoire (STO), dans la clandestinité des maquis et des mouvements. Elle est présente au CNE, principale structure de la Résistance intellectuelle, où Mauriac et Stanislas Fumet ont côtoyé Louis Aragon et Paul Éluard, et jusqu'au CNR à la tête duquel Georges Bidault a succédé à Jean Moulin. Quatre militants catholiques sont ministres dans le premier gouvernement provisoire formé le 9 septembre 1944 : trois d'entre eux, François de Menthon, Pierre-Henri Teitgen, Georges Bidault, sont issus du Parti démocrate populaire (PDP) et vont participer à la fondation du MRP ; le quatrième, René Pleven, se situe plus à gauche et participe avec François Mitterrand à l'aventure de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR).

Or, ce lien qui se noue entre les catholiques et leurs adversaires de la veille ne fait pas que répéter ce qui s'était joué, une première fois déjà, dans les tranchées de 1914-1918. Il est en effet renforcé par une série d'initiatives prises par un épiscopat qui, pour réactionnaire qu'il fût sur le plan politique, n'en a pas moins soutenu les initiatives pastorales qui ont donné naissance à ce qu'on appellera bientôt la mission ouvrière, dont la pointe avancée sera l'embauche en usine des prêtres-ouvriers. C'est que dès la fin des années 1930, à l'épreuve du Front populaire, le sentiment de l'urgence qu'il y avait à reprendre pied dans la classe ouvrière s'est imposé au sein de l'« aile marchante » du catholicisme français. En 1944, la figure catholique du pauvre rejoint celle de l'ouvrier et, pour bien des militants chrétiens, le Christ a pris les traits du prolétaire.

*Un double terreau :
protestantisme politique et catholicisme social*

On a vu la véritable dissymétrie entre catholicisme et protestantisme du point de vue des héritages. Patrick Cabanel a montré comment, à partir de leur mise en minorité pastorale et théologique au sein des

Églises réformées entre 1860 et le Synode national de 1872, les protestants libéraux français se sont en quelque sorte « convertis à la République », à laquelle ils ont donné nombre de ses dirigeants – à un moment où être républicain suffisait à être de gauche – et de ses théoriciens, au premier rang desquels Ferdinand Buisson ou le converti Charles Renouvier¹. Il s’agissait alors moins de conquérir des places de pouvoir (même si cinq des dix ministres du gouvernement formé par Waddington en février 1879, au moment où la République devint vraiment républicaine, après la démission de Mac-Mahon et l’élection de Jules Grévy à la présidence, étaient des protestants) que « d’une influence idéologique, culturelle et, osons le mot, spirituelle² ». Cet investissement politique n’a pas empêché la mise en place, sous la direction du pasteur Tommy Fallot qui en fut le véritable initiateur, d’un engagement protestant sur le terrain social qui s’organise depuis 1896 autour de la *Revue du christianisme social*, marquée par les figures de Wilfred Monod et Élie Gounelle qui meurt en 1950³. Mais le catholicisme social, outre le poids spécifique que lui donne le fait d’être issu de la confession majoritaire en France, a constitué un terreau autrement important pour le catholicisme de gauche qui se met en place après 1944.

Historiquement, le catholicisme social est né au temps de la monarchie de Juillet, au cours des années 1830 et 1840, comme une série d’initiatives prises en réponse à la « question sociale » telle que commençaient à la poser à la société française les transformations liées à la révolution industrielle et urbaine⁴. Ses initiateurs, un Ozanam à la tête des Conférences Saint-Vincent-de-Paul, un Villeneuve-Bargemont jetant les premières pierres de ce qui deviendra l’économie

1. Patrick Cabanel, *Les Protestants et la République de 1870 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 2000, p. 55-62; *Le Dieu de la République. Aux sources protestantes de la laïcité (1860-1900)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.

2. P. Cabanel, *Les Protestants et la République*, op. cit., p. 59.

3. Outre les travaux de P. Cabanel, voir Jean Baubérot, *Le Retour des huguenots. La vitalité protestante (xix^e-xx^e siècle)*, Paris, Cerf, 1985.

4. Denis Pelletier, « Le catholicisme social en France (xix^e-xx^e siècle). Une modernité paradoxale », in Benoît Pellistrandi (dir.), *L’Histoire religieuse en France et en Espagne*, Madrid, Casa de Velázquez, 2004, p. 371-387.

Le Seuil s'engage pour la protection de l'environnement

Ce livre a été imprimé chez un imprimeur labellisé Imprim'Vert, marque créée en partenariat avec l'Agence de l'Eau, l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et l'UNIC (Union Nationale de l'Imprimerie et de la Communication).

La marque Imprim'Vert apporte trois garanties essentielles :

- la suppression totale de l'utilisation de produits toxiques ;
- la sécurisation des stockages de produits et de déchets dangereux ;
- la collecte et le traitement des produits dangereux.



